

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Activité économique :** la croissance se stabilise à +6% au T4 et s'affiche à 6,1% sur l'année 2019; la croissance nominale ralentit légèrement au T4 pour se porter à +7,8% en 2019 contre +10,5% en 2018

**Activité économique :** les dynamiques de la production industrielle et des investissements accélèrent quand les ventes de détail se stabilisent en décembre

**Crédits et masse monétaire :** la croissance du financement à l'économie (TSF) se stabilise à +10,7% en décembre, en raison de crédits bancaires moins dynamiques; la croissance de M2 fléchit à +8,6% (g.a.) ; la PBoC revoit la méthodologie de calcul du TSF pour inclure toutes les obligations gouvernementales

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Banques :** la CBIRC a présenté son programme pour 2020

**Ouverture financière :** la PBoC a validé la demande d'agrément des activités de compensation des cartes bancaires du Groupe American Express

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Guerre commerciale :** signature de l'accord Phase I entre les Etats-Unis et la Chine à Washington

**Commerce extérieur:** Chiffres actualisés du commerce bilatéral / commerce extérieur chinois

**OMC :** L'Union Européenne, les Etats-Unis et le Japon s'accordent sur une proposition de modification des règles de l'OMC, visant la Chine sans la nommer

**Relation US-Chine:** les Etats-Unis exhortent les Pays-Bas à s'abstenir de la vente de technologie avancée de semi-conducteurs à la Chine

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Automobile :** sur un marché en recul pour la deuxième année consécutive, les constructeurs chinois visent les marchés à l'export

**Semi-conducteurs :** les fondeurs de puces chinois anticipent une hausse de leurs activités en 2020

**Politique industrielle :** l'ancien Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) Li Yizhong annonce la création de quatre nouveaux centres nationaux d'innovation en 2020

**Transferts de technologies :** la propriété intellectuelle au cœur de l'accord du « phase 1 » entre la Chine et les États-Unis

**Economie numérique :** les financements en capital-risque des startups chinoises ont chuté de 51,5% en rythme annuel au quatrième trimestre 2019

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Développement durable :** publication d'une directive sur la collecte, le rapportage et la vérification (MRV) des émissions de CO<sub>2</sub> en 2019

**Aéronautique :** Xiamen Airlines, compagnie entièrement Boeing, décide d'intégrer 10 Airbus A321neo dans sa flotte à partir de 2021

**Aéronautique :** AVIC Group prend le contrôle intégral d'Avicopter pour uniformiser la gouvernance et la stratégie de production d'hélicoptères en Chine



## HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Social** : annonce de nouvelles mesures de soutien en faveur des personnes âgées, des ménages modestes et des ouvriers

**Budget** : Le gouvernement hongkongais a annoncé un déficit budgétaire pour l'exercice 2019-2020 de l'ordre de 10,2 Mds USD

**Bourse** : lancement d'une consultation par Hang Seng Indexes Company sur l'inclusion dans l'indice Hang Seng des sociétés à droits de vote pondérés et à cotation secondaire

**Macao prévisions 2020** : l'université de Macao prévoit une croissance négative à -3,7% en 2020, l'office du tourisme anticipe une baisse du tourisme de 3%

## TAIWAN ([ici](#))

**5G** : résultats records sur la 1ère phase

**Secteur de la finance** : profits records en 2019

**Relations US-Taiwan** : Taiwan n'est plus considérée comme pays manipulateur de sa monnaie

**Huawei** : impact à Taiwan des possibles sanctions US sur la fourniture de composants à Huawei



## CONJONCTURE

**Activité économique : la croissance se stabilise à +6% au T4 et s'affiche à 6,1% sur l'année 2019; la croissance nominale ralentit légèrement au T4 pour se porter à +7,8% en 2019 contre +10,5% en 2018**

Le Bureau national des statistiques a publié le 17 janvier les chiffres préliminaires pour la croissance au quatrième trimestre (T4) ainsi que sur l'année 2019. Au T4, la croissance réelle a été stable, à +6%, et la croissance nominale (*i.e.* comprenant les variations des prix) a légèrement ralenti, à +7,4% contre +7,6% au T3. En 2019, la croissance annuelle réelle du PIB se porte à +6%, contre +6,6% en 2018. La croissance nominale a été de +7,8% en 2019 (+10,5% en 2018), portant le PIB chinois à 99 090 Mds RMB. Le déflateur de PIB (différence entre croissance réelle et nominale, indicateur de la dynamique générale des prix) a poursuivi la baisse initiée en 2018, à 1,7% sur l'année 2019 (3,8% en 2018 et 4,6% en 2017).

Du côté de l'offre, le secteur des services a principalement tiré la croissance à +8% en 2017, contre +7,7% en 2016. A noter qu'en termes nominaux, la part des services dans le PIB a très légèrement augmenté, à 53,9% (la contribution à la croissance réelle n'est pas encore publiée). Du côté de la demande, les contributions de l'investissement (formation brute de capital) et de la consommation à la croissance sont en baisse, à respectivement +1,9 pt de PIB et +3,5 pts, contre +2,1 pts et +5 pts en 2018. En revanche, la contribution de la demande extérieure (exportations nettes de biens et services) s'affiche à +0,7 pt de PIB contre -0,6 en 2018. Les séries pour les composantes du PIB par la demande en valeur nominale n'ont pas encore été actualisées pour 2019.

Pour mémoire, les autorités chinoises avaient fixé pour l'année 2019 un objectif de croissance compris entre 6% et 6,5%.

**Activité économique : les dynamiques de la production industrielle et des investissements accélèrent quand les ventes de détail se stabilisent en décembre**

La production industrielle (en valeur ajoutée) a crû de +6,9% en décembre (g.a.), contre +6,2% en novembre. A noter que la production industrielle (en valeur ajoutée) du secteur automobile a accéléré à 1,8% contre +0,7% en novembre et -0,2 % en octobre.

La croissance des investissements bruts en capital fixe accélère également à 5,4% (g.a.) sur l'année 2019 contre +5,2% pour les 11 premiers mois de l'année mais reste en baisse par rapport à l'année 2018 (à +5,9%). La hausse de décembre est attribuable aux investissements manufacturiers (+3,1% sur l'année 2019 contre +2,5% sur les onze premiers mois de l'année mais en nette baisse par rapport à 2018 alors à 9,5%) et malgré un léger ralentissement des investissements immobiliers et en infrastructures (à +3,8% sur l'année 2018 contre +4% sur les onze premiers mois de l'année). Enfin, la croissance des ventes de détail se stabilise à +8% en décembre.

**Crédits et masse monétaire : la croissance du financement à l'économie (TSF) se stabilise à +10,7% en décembre, en raison de crédits bancaires moins dynamiques; la croissance de M2 fléchit à +8,6% (g.a.); la PBoC revoit la méthodologie de calcul du TSF pour inclure toutes les obligations gouvernementales**

La croissance de l'agrégat de financement à l'économie réelle hors autorités publiques (« Total social financing », TSF), publié par les autorités se stabilise à 10,7% en décembre. La PBoC a revu la méthodologie de calcul du TSF pour inclure toutes les obligations gouvernementales (obligations de l'Etat central et toutes celles des gouvernements locaux), contre seulement les obligations spéciales des gouvernements auparavant (*special purpose bonds*).



Cette stabilisation s'explique principalement par la relative stabilisation de la croissance des crédits bancaires (+12,54% en g.a.) (contre +12,51% en novembre) et par la contraction du système bancaire parallèle (-7,3% en décembre contre -7,4% en novembre). Les nouveaux prêts bancaires à long terme aux ménages ont nettement diminué au second semestre 2017. Pour rappel, le TSF ne capte pas l'ensemble des activités du « shadow banking », et en particulier n'inclut pas une partie importante des « wealth management products ». La croissance des émissions des obligations gouvernementales se stabilise également à +14,3%.

La croissance des dépôts bancaires augmente à +8,7% (g.a.) à fin décembre, contre +8,4% en novembre.

Par ailleurs, la croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 fléchit à +8,6% (g.a.) contre +8,8% fin novembre.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### Banques : la CBIRC a présenté son programme pour 2020

Le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) a organisé une conférence de presse le 11 janvier en présentant le bilan de son action en 2019 ainsi que son programme pour 2020, qui vise à resserrer la surveillance des prêts non performants, à limiter les risques financiers et à stimuler les prêts aux petites entreprises.

En 2019, selon la CBIRC, environ 2000 Mds RMB (289,8 Mds USD) de prêts non performants ont été cédés. Tous les prêts bancaires en souffrance depuis plus de 90 jours ont été placés sous gestion de prêts non performants. Les nouveaux prêts bancaires se sont élevés à 17000 Mds RMB en 2019, soit une augmentation de 1100 Mds RMB par rapport à 2018, dont 4250 Mds RMB aux entreprises du secteur privés. L'encours des prêts inclusifs aux PME (montant inférieur à 10 M RMB) était de 11600 Mds RMB, soit une augmentation de plus de +25% en glissement annuel. Les prêts inclusifs aux PME accordés par les cinq grandes banques d'Etat se sont accrus de plus de +55% et le coût des nouveaux prêts aux PME abaissés de plus de 1% en 2019 selon la CBIRC. Ces augmentations sont néanmoins à relativiser, les prêts à destinations des PME pour les cinq grandes banques d'Etat ne représentant qu'une part marginale du total des prêts (stock) accordés par les cinq grandes d'Etat.

Pour mémoire, les régulateurs chinois ont ordonné aux banques de réduire le coût des emprunts des PME de 1% et ont demandé aux cinq grandes banques d'Etat d'augmenter ces prêts d'au moins 30% en 2019.

Pour l'année 2020, les objectifs apparaissent moins volontaristes qu'en 2019. La CBIRC a appelé les banques à réduire le coût des emprunts inclusifs aux PME de 0,5% et les cinq grandes banques d'Etat à augmenter leurs prêts inclusifs aux PME d'au moins 20%. La CBIRC a également déclaré qu'elle continuerait de démanteler les services bancaires parallèles (*shadow banking*), de réprimer les activités illégales des conglomérats financiers et d'empêcher les flux illégaux de prêts au secteur immobilier.

### Ouverture financière : la PBoC a validé la demande d'agrément des activités de compensation des cartes bancaires du Groupe American Express

*American Express (AmEx)* a franchi une nouvelle étape vers l'accès à l'énorme marché de compensation chinois après que la PBoC a validé la demande d'agrément de cette firme américaine en vue de démarrer ses activités de paiements par cartes bancaires. En novembre 2018, *AmEx* est devenue la première entreprise étrangère à avoir été habilitée à effectuer les démarches préparatoires, après avoir formé une joint-venture avec LianLian, une société chinoise de services fintech. Les deux sont partenaires depuis 2012, date à laquelle *AmEx* a concédé une licence de son système Serve à LianLian afin de permettre aux utilisateurs de téléphones mobiles de recharger des minutes, de payer des factures et d'acheter d'autres produits.

En juin 2015, la Chine a autorisé les fournisseurs étrangers de services de compensation de cartes bancaires à obtenir des licences en créant des unités ou en acquérant une entreprise locale, mettant ainsi fin au monopole de *China UnionPay Co.*, une entreprise d'Etat, filiale de la PBoC. Cependant, cette ouverture se révèle beaucoup plus lente pour *Visa Inc.* et *Mastercard*, les deux plus grands réseaux de paiements au monde, aucune de ces deux sociétés n'ayant encore obtenu l'approbation.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Guerre commerciale : signature de l'accord Phase I entre les Etats-Unis et la Chine à Washington

Le 15 janvier 2020 à Washington D.C, la Chine, représentée par Liu He, membre du Bureau politique du Parti communiste, vice-Premier ministre et les Etats-Unis, représentés par le Président Donald Trump, ont signé l'accord Phase I sur le commerce et l'économie entre les Etats-Unis et la Chine.

L'accord Phase I, divisé en 8 chapitres, prévoit les points principaux suivants :

- 1) La Chine s'engage à renforcer la protection de la propriété intellectuelle, dans les domaines des secrets commerciaux, des brevets, des marques déposées et de la lutte contre la contrefaçon;
- 2) Les deux parties s'engagent à interdire les transferts de technologie forcés, y compris le transfert de technologie comme condition préalable pour l'accès au marché, pour l'octroi d'une licence administrative, ou pour l'attribution d'un avantage ; les investissements sortants ayant pour but d'obtenir les technologies étrangères ciblées par les plans industriels chinois seront aussi interdits ;
- 3) La Chine s'engage à supprimer les barrières à l'entrée du marché chinois pour les produits américains, notamment pour les biens agricoles et les services financiers ;
- 4) Les deux parties s'engagent à honorer leurs engagements pris dans le cadre du G20 et relatif à la manipulation des devises et aux dévaluations compétitives ;
- 5) La Chine s'engage à augmenter ses achats de produits et de services américains de 200 Mds USD (par rapport aux achats en 2017) au cours des deux ans à venir, dont 32 Mds USD de biens agricoles, 77,7 Mds USD de biens manufacturés, 52,4 Mds USD de produits énergétiques, et 37,9 Mds USD de services notamment financiers.
- 6) Pour l'évaluation bilatérale et du règlement des différends relatifs à l'accord, les deux parties s'engagent à mettre en place un système permettant d'évaluer bilatéralement la mise en œuvre de l'accord et de régler les différends liés à ce dernier. Des rencontres seront organisées à cette fin : (i) semestriellement au niveau Vice-Premier Ministre avec la création du « *Trade Framework Group* », dirigé par le représentant américain au Commerce (USTR) et un vice-Premier ministre chinois désigné à cette fin ; (ii) trimestriellement au niveau Vice-Ministre avec la création du « *Bilateral Evaluation and Dispute Resolution Office* » et (iii) mensuellement au niveau technique.

Pour rappel, avant la signature de l'accord Phase I, les Etats Unis ont suspendu indéfiniment la hausse de 15% des droits de douane sur 160 Mds USD d'importations des produits chinois originellement prévue pour le 15 décembre 2019. Concomitamment les droits de douane sur 120 Mds USD de biens chinois mis en place en septembre dernier a été réduite de 15% à 7,5%. Des droits de douane de 25% s'appliquent toujours sur 250 Mds USD de biens chinois (Voir brèves de la semaine du 9 décembre 2019).

La Maison Blanche s'est félicitée de la conclusion d'un « accord commercial historique » qui constitue une grande victoire pour les entreprises, agriculteurs, ouvriers, et innovateurs américains. Dans une allocution plus sombre, le Vice-Premier Ministre Liu He a souligné que les dispositions de l'accord ont en général atteint « l'équilibre et la réciprocité », en « reflétant les préoccupations des deux parties » ; et que certains engagements pris par la Chine seront bénéfiques pour un développement économique chinois de bonne qualité et donc conformes aux intérêts la Chine à long terme. Néanmoins, il a également reconnu que « franchement, il y a un certain écart par rapport aux demandes initiales



chinoises », et « les deux côtés doivent continuer à résoudre ces problèmes ». Le Ministère des Affaires étrangères a qualifié la conclusion de l'accord Phase I comme « *good for China, for the US, and for the whole world* ».

Le Président Donald Trump a exprimé son intention de visiter la Chine à brève échéance, et le Vice-Président Mike Pence a indiqué que les négociations bilatérales pour un accord Phase II ont déjà commencé. Le Ministère chinois des Affaires étrangères, de son côté, n'a pas confirmé ces deux affirmations, tout en indiquant que la priorité était à ce stade la mise en oeuvre de l'accord Phase I par les deux parties dans l'esprit de l'égalité et de respect mutuel.

*Lire l'accord Phase I ([anglais/chinois](#))*

*Lire les « [fiches de synthèses](#) » de l'accord Phase I préparés par USTR*

*[Lire le communiqué de la Maison Blanche](#)*

*[Lire la conférence de presse du ministère chinois des Affaires étrangères](#)*

## Commerce extérieur : Chiffres actualisés du commerce bilatéral / commerce extérieur chinois :

Sur les onze premiers mois 2019, les exportations françaises vers la Chine progressent de 1,6% en glissement annuel pour atteindre 19 Mds EUR. Premier poste d'exportation sur la période (35% des exportations totales), les ventes du secteur aéronautique chutent (-7,4% à 6,5 Mds EUR) tandis que les exportations de véhicules automobiles s'effondrent (-49,5% à 64,9 MEUR). Les exportations des secteurs agricoles et agroalimentaires augmentent de 15% (2,3 Mds EUR) sous l'effet des bons résultats du secteur des spiritueux (+9.4% à 463 Mds EUR), des produits laitiers et fromages (+14% à 300 MEUR) et des viandes de boucherie (+86% à 346MEUR), et ce malgré la baisse des exportations de vins (-13% à 487 MEUR). Les exportations de produits pharmaceutiques (+30% à 1,1 Md EUR) et de parfums et cosmétiques (+46% à 1,1 Md EUR) sont également très dynamiques.

Les importations françaises de biens chinois progressent pour leur part de 4,2% (48,2 Mds EUR) en dépit de la stagnation et de la diminution des importations des deux principaux postes individuels – les téléphones (-0.5% à 5,5 Mds EUR) et les ordinateurs (-10% à 4,5 Mds EUR) – et de la stagnation des importations de produits textiles, d'habillement et de chaussures -0,8% à 9 Mds EUR). Les importations d'équipements électriques et ménagers (+12% à 6 Mds EUR) et celles de machines industrielles et agricoles (+13,6% à 4 Mds) sont les plus dynamiques.

Au total, sur la période janvier – novembre 2019, le déficit français vis-à-vis de la Chine augmente de 5,8% (+1,6 Md EUR).

### Echanges bilatéraux France-Chine pour la période janvier-octobre 2019 (source : douanes françaises)

|   | Montant (Mds EUR) | Evolution en g.a.  |
|---|-------------------|--|
| <b>Echanges totaux</b>                  | <b>67,1</b>       | <b>+3,4 %</b>  |
| <b>Exportations françaises</b>          | <b>18,9</b>       | <b>+1,6 %</b>  |
| <i>Matériel de transport</i>            | <i>6,8</i>        | <i>-9,4 %</i>  |
| <i>Agricole et agroalimentaire</i>      | <i>2,5</i>        | <i>+8,7 %</i>  |
| <i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>     | <i>2,4</i>        | <i>+10,1%</i>  |
| <b>Importations françaises</b>          | <b>48,2</b>       | <b>+4,2 %</b>  |
| <i>Informatique, électronique</i>       | <i>13,4</i>       | <i>-2,7%</i>   |
| <i>Textile, habillement, chaussures</i> | <i>9</i>          | <i>-0.8%</i>   |
| <i>Equip. électriques et ménagers</i>   | <i>6</i>          | <i>+12 %</i>   |
| <b>Balance commerciale</b>              | <b>-29,3</b>      | <b>+58 %</b><br><i>(augmentation du déficit de 1,6 Md EUR)</i> |





\*\*\*

Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour le mois de décembre, les exportations chinoises augmentent (+7 % g.a.) après quatre mois de baisse; de leur côté, les importations augmentent également (+16 % g.a.) après six mois de baisse. Sur l'année 2019, les exportations chinoises diminuent de 0,14 % g.a. (2 500 Mds USD), tandis que les importations chutent de 3 % g.a. (2 068 Mds USD). Ainsi, l'excédent commercial chinois augmente considérablement : +16 % en g.a. à 429 Mds USD.

En décembre, les exportations chinoises se révèlent dynamiques à destination de l'ASEAN (+27 % à 37,5 Mds EUR), de l'Afrique (+29%), de l'Amérique latine (+22%) mais celles-ci se révèlent insuffisantes pour compenser la nouvelle chute des exportations à destination des États-Unis (-14 %), et de la Corée du Sud (-6 %). Les exportations à destination de l'Union européenne rebondissent (+7 % après une baisse de 4% le mois précédent). Sur les 11 premiers mois de l'année, les exportations vers les États-Unis ont reculé de 15 % (418 Mds USD), tandis que celle vers l'Union européenne – qui devient le premier client de la Chine sur la période - ont progressé de 3,2 % (427 Mds USD), et celles vers l'ASEAN de 13 % (360 Mds USD). Parmi les principaux postes, ce sont les exportations de produits d'habillement (-5 % sur l'année à 151 Mds USD), de terres rares (-17% à 440 Millions USD) qui reculent le plus. A l'inverse, les exportations de circuits intégrés (+23 % à 101 Mds USD) et, sur des montants moindres, de jouets (+24 % à 31 Mds USD) sont en forte augmentation.

En décembre, les importations chinoise en provenance de l'U.E (+10 % à 24,7 Mds USD), d'Afrique (+3% à 9 Mds USD), de l'ASEAN (+29 % à 26,6 Mds USD), d' Australie (+42 % à 10,4 Mds USD) du Japon (+16 % à 16,3 Mds USD) et des Etats-Unis (+8% à 11,2 Mds) augmentent tandis que celles en provenance de Hong Kong (-27 % à 0,9 Mds USD) et de la France (-12% à 3,1 Mds) diminuent. Mais cela ne compense pas les baisses enregistrées au cours des derniers mois : sur la période janvier-novembre, les importations chinoises de biens américains ont chuté de 23 % (à 122 Mds USD). Au niveau sectoriel, les importations de pétrole brut augmentent en décembre (+3 % à 22 Mds USD) après une baisse de 14% au mois précédent. Il en est de même pour les produits mécaniques et électriques (+16% à 83 Mds USD), les produits agricoles (+38 % à 15 Mds USD) et les produits hi-tech (+17 % à 59 Mds USD) qui connaissent une forte dynamique. En revanche, les importations de charbon et de lignite chutent (-73% à 194 Millions USD)





## **OMC : L'Union Européenne, les Etats-Unis et le Japon s'accordent sur une proposition de modification des règles de l'OMC, visant la Chine sans la nommer.**

L'UE, les Etats-Unis et le Japon se sont accordés dans une déclaration conjointe visant à renforcer les règles concernant les subventions accordées aux entreprises ainsi qu'à condamner les pratiques de transferts forcés de technologies.

Leurs représentants se sont rencontrés à Washington le 14 janvier, veille de la signature du Phase 1 deal. La proposition adoptée indique que les règles de l'OMC sont « *insuffisantes pour lutter contre les subventions existantes dans certaines juridictions qui faussent le marché et les échanges.* »

L'UE, les Etats-Unis et le Japon ont déclaré vouloir renverser la charge de la preuve pour les subventions « *particulièrement nocives* » telles que les « *importantes subventions* ». Dans le système qu'ils appellent de leurs vœux, ce serait l'Etat membre de l'OMC utilisant ce type de subventions qui devrait démontrer « *qu'il n'y a pas d'effets négatifs graves sur le commerce et que la subvention en question est transparente.* »

Les signataires de la déclaration ont également réaffirmé l'importance de la question des transferts de technologies pour le commerce et les investissements mondiaux et ont examiné les règles de base qui pourraient être introduites pour empêcher les pratiques de transfert de technologie forcé de pays tiers.

La déclaration commune a également confirmé la poursuite de la coopération sur un certain nombre de points clés, tels que :

- la réforme de l'OMC,
- la réforme du statut de pays en développement à l'OMC
- l'élaboration de règles internationales pour le commerce électronique,
- la poursuite des discussions au sein des forums internationaux tels que le Forum mondial sur la capacité excédentaire de l'acier et la réunion des autorités sur les semi-conducteurs.



## Relation US-Chine : les Etats-Unis exhortent les Pays-Bas à s'abstenir de la vente de technologie avancée de semi-conducteurs à la Chine

Un article de *Reuters* le 6 janvier 2020 a révélé que pendant la période 2018-2019, les Etats-Unis ont exhorté le gouvernement des Pays-Bas à bloquer la vente d'équipements de lithographie extrême ultraviolet (EUV) d'ASML, entreprise néerlandaise de semi-conducteurs, à un client chinois. Selon Nikkei, le client en question serait SMIC (*Semiconductor Manufacturing International Corp.*), le principal fondeur du pays. Les équipements EUV sont susceptibles d'être utilisés pour la fabrication de micro-processeurs et de mémoire plus rapides, qui sont essentiels pour les équipements électroniques civils comme militaires.

Aussi selon *Reuters*, les fonctionnaires américains ont partagé avec leurs homologues néerlandais un rapport classifié sur les risques potentiels suite à l'acquisition d'équipements EUV par la Chine ; et en juin dernier, Mike Pompeo, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, a exhorté Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas à bloquer cette vente.

Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement néerlandais n'a pas renouvelé la licence pour exporter la machine EUV suite à l'expiration de l'ancienne licence en juin 2019, et ces équipements n'ont jamais été exportés vers la Chine.

Le 15 janvier, dans une interview par un journal néerlandais, Xu Hong, l'Ambassadeur chinois aux Pays-Bas, a déclaré que « nous nous inquiétons du fait que les Pays-Bas sont en train de politiser notre relation commerciale sous la pression américaine », et que « si ce mouvement continue, bien sûr que notre relation bilatérale sera endommagée ».

Le ministère chinois des Affaires étrangères, sans confirmer cet incident, a néanmoins souligné que « nous exhortons les Etats-Unis à s'abstenir d'utiliser la sécurité nationale comme un terme fourre-tout et d'abuser leur pouvoir national pour opprimer les entreprises chinoises », et que « certaines actions américaines portent atteinte non seulement aux entreprises chinoises, mais aussi aux entreprises américaines et celles des autres pays ».

[Lire la conférence de presse du ministère chinois des Affaires étrangères](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Automobile : sur un marché en recul pour la deuxième année consécutive, les constructeurs chinois visent les marchés à l'export**

Selon [les données publiées le 13 janvier 2019](#) par la China Association of Automobile Manufacturers, le marché automobile chinois a poursuivi en 2019 la contraction entamée en 2018 : la production de véhicules a reculé de 7,5% (25,7 M véhicules produits) et les ventes, de 8,2% (25,8 M véhicules vendus). La baisse est particulièrement marquée pour les véhicules de tourisme (83% du total), dont la production (21,36 M) et les ventes (21,44 M) ont chuté de 9,2% et de 9,6%, respectivement. Les ventes de véhicules de marque chinoise (9,3 M unités vendues) ont chuté de 5,2%, et ne représentent plus que 42% du marché contre 43,9% en 2018.

Pour leur part, les ventes de véhicules à énergie nouvelle ont reculé de 4% : -1,2% en volume pour les véhicules 100% électriques, tandis que les véhicules à piles à combustible (hydrogène) ont augmenté de 79,2%, dans des volumes toutefois encore très modestes (2 740 véhicules). Alors que le « plan à moyen-long terme pour le développement du secteur automobile » publié par le MIIT en 2017 ambitionnait de voir 2 M VEN vendus dès 2020, cet objectif ne sera vraisemblablement pas atteint.

Enfin, alors que les véhicules utilitaires avaient continué d'enregistrer une croissance positive en 2018 (+5,1% en volume), leurs ventes ont également reculé de 1,1% en 2019.

Parmi les principaux facteurs d'explication : (1) la maturité du marché chinois (entre 2008 et 2018, le taux d'équipement est passé de 38 à 175 véhicules/1 000 habitants) ; (2) le ralentissement de l'économie chinoise et les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, qui ont entamé la confiance des ménages ; (3) la fin des subventions dont bénéficiaient les acquisitions de petites cylindrées ; (4) la politique de désendettement (*deleveraging*) menée par le gouvernement central depuis la fin de l'année 2017, et qui a contraint la fermeture d'un certain nombre de plateformes de prêt en P2P – dont dépendaient notamment certains acheteurs de véhicules dans les villes de 2ème et 3ème rang pour emprunter l'acompte du véhicule ; (5) les surcapacités actuelles dans le secteur automobile (capacité de production estimée à 35 millions de voitures en Chine, pour un marché de moins de 25 millions de ventes annuelles). La plupart des observateurs s'attendent ainsi à ce que le marché continue à se contracter en 2020.

Dans ce contexte, une part croissante des constructeurs automobiles installés en Chine [réfléchissent à exporter](#) une partie de leur production chinoise. C'est notamment le cas des co-entreprises SAIC et General Motors, Kia et Dongfeng, et de celle entre PSA et Dongfeng, qui a commencé à exporter des véhicules vers des usines d'assemblage au Vietnam et en Malaisie en 2017.

A défaut de proposer un plan de relance de l'industrie, le gouvernement chinois s'est pour sa part engagé – [par la voix du Ministre de l'industrie, M. Miao Wei](#), présent au forum EV 100 le 11 janvier 2020 – à stabiliser les subventions à l'achat des véhicules à énergie nouvelle au cours de l'année 2020. La disparition de ces subventions reste programmée au 31 décembre 2020.

### **Semi-conducteurs : les fondeurs de puces chinois anticipent une hausse de leurs activités en 2020**

Zhao Haijun, co-PDG de SMIC, premier fabricant de semi-conducteurs chinois, prévoit une [expansion](#) du secteur de la fabrication de semi-conducteurs (fondeurs) en Chine en 2020, alimentée notamment par la demande croissante de puces de télécommunications pour la 5G. Selon M. Zhao, les entreprises

de Chine continentale disposent actuellement d'une visibilité de trois mois sur leurs commandes, une tendance qui pourrait s'accroître au second trimestre 2020 grâce à une augmentation attendue de la demande en provenance des marques locales de smartphones (Huawei, Xiaomi, Oppo etc.), dont les modèles 5G sont pour la plupart déjà disponibles en Chine. La hausse des commandes de SMIC concerne notamment HiSilicon, filiale de Huawei dédiée à la conception de puces (*fabless*), qui était un client historique de l'usine du fondeur taïwanais TSMC à Nankin. Cette tendance s'inscrit dans le cadre des efforts d'indigénisation de Huawei, placé sur l'*entity list* du gouvernement américain depuis mai 2019, et qui réorganise actuellement sa chaîne d'approvisionnement afin de s'émanciper au maximum de la propriété intellectuelle étrangère. D'autant plus que de récents [articles](#) font état d'un possible abaissement à venir de 25% à 10% du seuil de propriété intellectuelle américaine pour les entreprises placées sur l'*entity list*, ce qui augmenterait encore la pression sur le groupe de Shenzhen.

M. Zhao a annoncé à cette même occasion que la production de puces FinFET en 14 nm par SMIC était déjà entrée en phase de production de masse et que le groupe envisageait même l'entrée en production de masse de ses puces 12 nm dès le premier semestre 2020. Pour rappel, la réduction de la dimension de gravure des puces (mesurée en nanomètres) constitue un enjeu majeur de la compétition technologique dans le secteur des semi-conducteurs : des gravures plus fines permettant de produire des composants aux dimensions réduites et avec des puissances de calcul plus élevées. A l'heure actuelle, le taïwanais TSMC reste le leader mondial du domaine et dispose encore d'une avance considérable puisque l'entreprise maîtrise les procédés de production en 7 nm et envisage, dès le deuxième trimestre 2020, le démarrage de sa production de masse en 5 nm et, [dès 2022](#), en 3 nm.

### **Politique industrielle : l'ancien Ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) Li Yizhong annonce la création de quatre nouveaux centres nationaux d'innovation en 2020**

Le 13 janvier, à l'occasion de la troisième édition de la [conférence](#) annuelle sur l'économie industrielle, l'ancien ministre du MIIT (2008-2010), Li Yizhong, a indiqué qu'à l'heure actuelle, le « taux d'autosuffisance des composants et matériaux clés des technologies chinoises » de la Chine n'est que d'un tiers. En 2018, la Chine a notamment importé 320 Mds USD de circuits intégrés. Fort de ce constat, Li Yizhong a annoncé que la Chine devait aborder cette question en développant « quatre bases fondamentales » (« *si ji* » ou 四基, concept issu du plan « Made in China 2025 » publié en mars 2015) coordonnées par un Institut national de bases industrielles dont la création a été annoncée à la même occasion. Fin 2019, la Chine avait déjà créé 11 « centres nationaux d'innovation dans le secteur manufacturier » et envisage de faire passer ce nombre à 15 d'ici fin 2020 et 20 d'ici 2025, dans le but de couvrir « presque toutes les industries clés ».

Dans le détail, ces « quatre bases fondamentales » de l'industrie sont : (1) les pièces et composants technologiques ; (2) les bases industrielles ; (3) les matériaux industriels ; et (4) les technologies industrielles. Pour leur part, les « [centres nationaux d'innovation](#) » ont vocation à réunir les entreprises, centres de recherche et universités d'un même secteur afin de conduire des recherches sur des technologies « de frontière » ou des technologies clés puis de les industrialiser. Leur création s'inscrit également dans le cadre du plan « Made in China 2025 » de 2015.

Li Yizhong a souligné qu'au cours des dernières années, la Chine a combiné les ressources de l'industrie, des universités et de la recherche afin d'accompagner la conversion de technologies-clés en brevets industriels. De fait, d'après le [South China Morning Post](#), les demandes chinoises de brevets internationaux ont augmenté de 10,4% en 2019 par rapport à 2018. Bien que la Chine demeure un

importateur net de technologies (-31 Mds USD sur la balance des frais de propriété intellectuelle en 2019), ses exportations ont augmenté de 19,2% en 2019 pour atteindre 6 Mds USD selon la China's National Intellectual Property Administration (CNIPA).

De plus, toujours selon Li Yizhong, le système industriel chinois a permis l'émergence de champions nationaux spécialisés et la création de plateformes sectorielles mises en place par ces entreprises leaders qui sont, dans de nombreux cas, des entreprises d'Etat (SOEs). La Chine encourage activement les partages de données entre entreprises *via* des plateformes industrielles (mais aussi dans les services, l'énergie etc.). Ces plateformes, souvent *open source* ou semi-ouvertes, doivent permettre aux acteurs économiques de profiter de bases de données enrichies pour développer de nouvelles applications innovantes tout en réduisant leur dépendance aux outils et logiciels étrangers.

### **Transferts de technologies : la propriété intellectuelle au cœur de l'accord du « phase 1 » entre la Chine et les États-Unis**

Le sujet de la protection de la propriété intellectuelle est au cœur des revendications américaines et constitue à ce titre le premier chapitre de l'accord dit « phase 1 » signé le 15 janvier 2019. Les différents engagements pris par la Chine dans ce cadre sont de nature systémique et donc susceptibles de bénéficier aux entreprises françaises et européennes.

Alors que le cadre juridique chinois est désormais mûr, les « *obligations générales* » insistent notamment sur sa « *mise en œuvre effective* ». Le périmètre concerné est extrêmement vaste et concerne également les « *secrets d'affaires* » et « *l'information d'affaires confidentielle* », par définition non protégées par l'enregistrement d'un titre de propriété intellectuelle. Les acteurs susceptibles d'être tenus responsables sont définis (personnes ou groupe de personnes physiques, personnes morales) et les parties s'engagent à ce que leur responsabilité juridique puisse être engagée pour « *l'ensemble des méthodes de vol de secrets commerciaux* » : intrusions électroniques, *inducement*, etc. Il s'agit d'un développement notable alors que la Chine emploie un éventail de méthodes d'appropriation des technologies particulièrement large et ciblant des technologies à des niveaux de maturité très variés. Enfin, la responsabilité peut être engagée sans même qu'une « *perte réelle* » soit constatée.

Les questions de propriété intellectuelle dans le secteur de la pharmacie (les actions prises contre des producteurs de principes actifs ou de produits pharmaceutiques contrefaits devront faire l'objet d'une publication annuelle) et sur les plateformes de commerce en ligne - entre autres - se voient également consacrer des sections spécifiques. Sur les plateformes e-commerce, la Chine s'engage à prendre plusieurs mesures techniques, dont notamment les suivantes : à étendre à 20 jours ouvrés la période durant laquelle les détenteurs de droits peuvent initier une procédure judiciaire ou administrative une fois reçu le récépissé de contre notification ; l'abandon de la responsabilité légale pour les auteurs de demandes « *erronées* » de retrait des produits mis en vente réalisée de bonne foi.

Chaque engagement doit être mis en œuvre dans le cadre d'un plan d'action que la Chine s'est engagée à mettre en place dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature de l'accord. Les mesures de mise en œuvre devront y être précisées, ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

Pour rappel, en 2019, la Chine a rattrapé une large partie de son retard technologique par rapport aux économies développées et ambitionne d'acquérir à court terme un leadership sur certaines technologies de rupture (IA, 5G, quantique, etc.). Le pays demeure toutefois dépendant de l'étranger pour certaines briques (les semi-conducteurs) sur lesquelles sont fondées ces technologies. L'un des

aspects de la stratégie mise en œuvre par la Chine consiste à faciliter les transferts de technologie depuis l'étranger : (1) en conditionnant l'accès au marché chinois à la mise en place de transferts de technologies dont l'une des formes les plus connues a été l'obligation de créer des co-entreprises (dans le secteur ferroviaire ou automobile, par exemple) ; (2) le recours à des pratiques moins conventionnelles comme le [vol de propriété intellectuelle](#); (3) entre les deux, toute une série de mesures visant à capter l'innovation à différents stades de maturité au travers du recrutement de chercheurs, de relocalisations de startups etc. L'objectif est ainsi d' : « attirer, digérer, absorber, ré-innover » les technologies étrangères, stratégie théorisée et mentionnée comme telle.

### **Economie numérique : les financements en capital-risque des startups chinoises ont chuté de 51,5% en rythme annuel au quatrième trimestre 2019**

Un rapport de la China Academy of Information and Communications Technology (CAICT), un think tank lié au Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) recense 403 tours de tables (-28,5% en glissement annuel) réalisés par les startups technologiques chinoises du secteur de l'internet au quatrième trimestre 2019 pour un montant total de fonds levés estimé à 6,8 Mds USD (-51,5% en g.a.). Alors que les montants investis aux Etats-Unis et en Chine étaient très proches fin 2018 (autour de 15 Mds USD), l'écart en faveur des Etats-Unis (où le niveau des montants levés est demeuré stable) s'est largement creusé au cours de l'année 2020.

La [levée de fonds](#) de 3,4 Mds USD du groupe Tengloung (*round A*), un fournisseur de services cloud (IDC), a représenté près de la moitié du capital levé dans l'ensemble du secteur, avec notamment une participation importante de Morgan Stanley et Nanshan Capital. Par ailleurs, 73% de ces investissements ont concerné des investissements précoces (*round A* ou *seed investment*), une proportion en légère baisse par rapport au Q4 2018 (79%).

Cette chute des investissements confirme la tendance, observée depuis plus d'un an, d'un « hiver de la tech chinoise » qui se caractérise également par des performances boursières mitigées de certains groupes technologiques (Xiaomi, Alibaba [[voir brèves du 15 novembre 2019](#)] et JD.com [[voir brèves du 12 avril 2019](#)]). Ces perspectives témoignent d'une rationalisation dans un secteur où des investissements parfois excessifs avaient été observés ces dernières années, alimentant ce que certains analystes considéraient comme un bulle spéculative. En effet, dans un environnement très concurrentiel, une pratique fréquente pour ces jeunes entreprises consistait à conduire une politique de prix agressive et à surinvestir dans le but de sécuriser des parts de marché sur des segments émergents afin d'anéantir toute concurrence. De nombreux exemples, tels que celui des [vélos en libre-service](#) de la marque Ofo, témoignent de l'échec relatif d'un tel modèle reposant sur une accumulation de dettes.

[Lire le rapport Q4 de la CAICT sur le financement en capital-risque](#) (en chinois)

[Lire la note du SER sur « l'hiver de l'internet chinois »](#) (avril 2019)

[Retour au sommaire](#) ([ici](#))

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Développement durable : publication d'une directive sur la collecte, le rapportage et la vérification (MRV) des émissions de CO<sub>2</sub> en 2019**

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a publié le 27 décembre 2019 les instructions relatives à la collecte, au rapportage et à la vérification (*Measurement, Reporting and Verification - MRV*) des émissions de CO<sub>2</sub> en 2019 des entreprises soumises à déclaration de leurs émissions, dans une perspective de préparation du marché national du carbone. Est assujettie toute entreprise active dans le raffinage, la chimie, la production de matériaux de construction, la sidérurgie, la métallurgie (métaux ferreux ou non ferreux), l'industrie du papier, la production d'électricité ou de chaleur ou dans le transport aérien (compagnies aériennes et aéroports) ayant émis plus de 26 000 tonnes éq. CO<sub>2</sub> pendant l'une au moins des sept années de la période 2013-2019. Les données fournies par les entreprises seront vérifiées et agrégées par les bureaux provinciaux du MEE avant le 31 mai 2020.

### **Aéronautique : Xiamen Airlines, compagnie entièrement Boeing, décide d'intégrer 10 Airbus A321neo dans sa flotte à partir de 2021**

Xiamen Airlines a annoncé le 16 janvier son intention d'intégrer 10 Airbus A321neo dans sa flotte via un contrat de location avec une société spécialisée dans le crédit-bail (non sélectionné pour l'heure). Les appareils devraient progressivement être livrés à la compagnie chinoise entre 2021 et 2023. Cette annonce est significative à plusieurs titres. En effet, pour l'heure, la flotte de Xiamen Airlines était composée exclusivement d'appareils Boeing (737 et 787). La compagnie chinoise est également l'un des opérateurs du 737 MAX en Chine, avec 10 appareils. On se souvient que ces appareils ont été cloué au sol en mars 2019 par l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC), à la suite du crash du vol ET302 d'Ethiopian Airlines (décision qui a d'ailleurs joué un rôle moteur dans le bannissement mondial de l'appareil). Les incertitudes liées au calendrier de re-certification des modèles MAX de Boeing a probablement joué un rôle dans la décision de Xiamen Airlines à opérer ce changement stratégique dans la composition de sa flotte. Bien qu'il ne s'agisse pas de commandes en propres, cette annonce permet à Airbus de développer ses liens commerciaux en Chine avec une compagnie qui jusqu'alors n'était pas cliente, pour la négociation de nouveaux contrats aéronautiques. A noter enfin que cette information intervient le lendemain de la conclusion de la première phase de l'accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine, qui prévoit au moins 200 milliards de dollars d'achats par la Chine de produits américains au cours des deux prochaines années, dont environ 78 milliards de dollars de produits manufacturés, parmi lesquels pourraient figurer d'importants contrats aéronautiques pour Boeing.

### **Aéronautique : AVIC Group prend le contrôle intégral d'Avicopter pour uniformiser la gouvernance et la stratégie de production d'hélicoptères en Chine**

AVIC Group a annoncé début janvier 2020 la mise en œuvre d'un accord avec China Aviation Industry Corporation et Tianjin Free Trade Zone Investment Co., Ltd., pour l'acquisition de 100% du capital d'AVIC Helicopter Co., Ltd. Cette recapitalisation a pour finalité d'uniformiser le contrôle capitaliste des unités de fabrication d'hélicoptères civils et militaires, issus des usines d'Harbin, par Harbin Aircraft Industry Group Co. Ltd. (HAIG), et de Jingdezhen, par Changhe Aircraft Industry Group (CAIG). Le capital de ces deux filiales étaient jusqu'alors dispersés et détenus par des entités distinctes. Avec cette



acquisition, AVIC Group souhaite donner une nouvelle impulsion stratégique à la production d'hélicoptères civils et militaires chinois. La « marque » Avicopter est donc promise à la disparition. A noter que HAIG est un partenaire de longue date d'Airbus Helicopters en Chine. Cette réorganisation au sein d'AVIC aura sans doute des conséquences, peut être positives mais difficiles à évaluer à l'heure actuelle, pour la coopération sino-française dans le domaine des hélicoptères. Pour rappel, HAIG et Airbus Helicopters ont établi en 2005 une coopération à 50/50 pour le co-design, le co-développement, l'industrialisation, la production et la fourniture de services support de deux hélicoptères de taille moyenne (7,5 tonnes) : le H175 d'Airbus (destiné au marché mondial) et l'AC352 de HAIG (marché chinois). Le H175, certifié par l'AESA en 2014, est pleinement opérationnel, avec 38 appareils en service dans 12 pays. Compte-tenu des retards enregistrés dans la campagne de certification de la version chinoise AC352 (espérée pour 2021), le Ministère des transports chinois s'est résolu à l'acquisition de 2 appareils H175 en décembre 2018 (contrat confirmé en février 2019) avec livraisons attendues au deuxième trimestre 2020 une fois l'appareil certifié par l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC). A la différence du H175, motorisé par le canadien Pratt & Whitney, l'AC352 de HAIG doit être équipé du moteur franco-chinois WZ16, codéveloppé par Safran Helicopter Engines et AECC Dongan (ce moteur a été certifié par la CAAC en octobre 2019).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## HONG KONG et MACAO

### **Social : annonce de nouvelles mesures de soutien en faveur des personnes âgées, des ménages modestes et des ouvriers**

La cheffe de l'exécutif a annoncé le 14 janvier 2020 un nouveau volet de mesures sociales pour un montant de 1,3 Mds USD comprenant :

L'augmentation de l'allocation de subsistance pour les personnes âgées (+34% à 461 USD) et un élargissement des bénéficiaires (allègement des conditions de ressources et abaissement de l'âge minimum requis, de 65 à 60 ans). L'âge pour l'accès au tarif réduit dans les transports est baissé de 65 à 60 ans, et ce tarif est étendu aux handicapés ;

Les travailleurs n'ayant pas cotisé à la retraite (c'est le cas pour les personnes ayant perçu des revenus mensuels inférieurs à 913 USD) bénéficieront d'une allocation par le gouvernement. La Cheffe de l'exécutif estime à plus d'un million de personnes le nombre de bénéficiaires potentiels ;

Les des congés minimum des ouvriers passent de 12 à 17 jours par an ;

Les ménages ayant fait une demande de logement public de plus de trois ans bénéficieront d'une aide financière (montant indéterminé).

### **Budget : le gouvernement hongkongais a annoncé un déficit budgétaire pour l'exercice 2019-2020 de l'ordre de 10,2 Mds USD**

Le Secrétaire aux Finances a annoncé le 8 janvier que le gouvernement hongkongais anticipait un déficit budgétaire de l'ordre de 10,2 Mds USD pour l'exercice 2019-20, pour la première fois depuis 2004.

Bourse : lancement d'une consultation par Hang Seng Indexes Company sur l'inclusion dans l'indice Hang Seng des sociétés à droits de vote pondérés et à cotation secondaire

L'opérateur de l'indice Hang Seng (HSI), Hang Seng Indexes Company, a lancé une consultation le 13 janvier afin de recueillir l'avis des investisseurs et des acteurs de marché sur l'opportunité d'inclure les sociétés à droits de vote pondérés (WVR) et celles à cotation secondaire dans son indice boursier Hang Seng. Des sociétés telles qu'Alibaba, Xiaomi ou Meituan Dianping seraient concernées.

L'indice Hang Seng (HSI) est le principal indicateur de la performance du marché boursier à hongkongais et enregistre les changements quotidiens des 50 plus grandes sociétés cotées à Hong Kong, qui représentent environ 58 % de la capitalisation. L'indice Hang Seng et les sous-indices sont compilés par Hang Seng Indexes Company Limited, filiale à 100% de Hang Seng Bank, détenue à 62% par HSBC.



## **Macao prévisions 2020 : l'université de Macao prévoit une croissance négative à -3,7% en 2020, l'office du tourisme anticipe une baisse du tourisme de 3%**

Selon les prévisions de l'Université de Macao pour 2020, l'économie de Macao devrait se contracter de -3,7% en 2020. La RAS de Macao a connu une croissance négative en 2019 respectivement -3,8%, -2,2% et -4,5% au T1, T2 et T3-2019 (en glissement annuel).

L'Office du tourisme du gouvernement de Macao (MGTO) a annoncé le 15 janvier qu'il anticipait une baisse du nombre de visiteurs de 3% en 2020, et de 6% pour la seule période du nouvel an chinois (1,2 M de visiteurs en 2019).

Macao a reçu 39,4 millions de visiteurs en 2019 (+10%), dont 36,3 millions (+11,3%) en provenance de Chine continentale, Taïwan et Hong Kong. Le nombre de visiteurs étrangers a diminué de 2,8 % à 3,1 millions.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## TAIWAN

### 5G : résultats records sur la 1ère phase

[Taipei Times](#), 17 janvier 2020 : Les offres sur la 5G ont atteint 138 Md TWD (4,61 Md US\$) sur la première phase qui vient de s'achever après 27 jours et 261 tours d'enchères. Selon [Digitimes](#), les deux grands gagnants, CHT et FET, qui ont respectivement sécurisé des bandes passantes de 90 MHz et 80 MHz sur la bande de 3,5 GHz, vont se livrer une concurrence féroce sur les services 5G, comme l'IoT, l'IA et le big data.

### Secteur de la finance : profits records en 2019

[Economic Daily News](#), 15 janvier 2020 : Le Chairman de la FSC a annoncé le montant des profits réalisés dans le secteur financier en 2019 : 634,1 Md TWD (18.7 Md euros), soit une hausse de 21,7% par rapport à 2018, avec le secteur bancaire en tête, 407,1 Md TWD (12,05 Md euros), puis les assurances, 170.5 Md TWD (5.04 Md euros), et enfin le marché boursier, 56.5 Md TWD (1.67 Md euros). Malgré ces résultats historiques à la hausse, Wellington KOO a insisté sur les nombreuses incertitudes qui pesaient sur l'économie mondiale en 2020, et annoncé un plan d'action en 10 points avec pour objectif notamment de poursuivre les innovations dans le secteur de la Fintech, étendre les activités à l'international et diversifier les produits financiers, devenir un centre régional de gestion de fortunes, garantir la protection des consommateurs, et renforcer la lutte contre le blanchiment de l'argent.

### Relations US-Taiwan : Taiwan n'est plus considérée comme pays manipulateur de sa monnaie

Economic Daily News : Taiwan n'est plus qualifiée de pays manipulateur de sa monnaie par les Etats-Unis. La clef de cette décision, selon le Ministère des Affaires économiques taiwanais (MOEA), viendrait des promesses pour diminuer l'excédent commercial avec les USA (supérieur à 20 Md US\$ en 2019), avec le développement des importations de soja, maïs, blé et viande de bœuf, ceci confirmant l'analyse du gouverneur de la banque centrale, M. Yang Chin-long : « le rapport des Etats-Unis sur la manipulation de la monnaie n'a rien à voir avec les taux, il suffit de diminuer l'excédent commercial avec les USA pour éviter d'être placé sur la liste de surveillance ».

### Huawei : Impact à Taiwan des possibles sanctions US sur la fourniture de composants à Huawei

[Economic Daily News](#), 16 janvier 2020 : Possibles sanctions américaines contre Huawei : On estime à environ 30 le nombre d'entreprises taiwanaises qui fournissent des composants électroniques à Huawei et dont le flux d'affaires représenterait entre 10 et 20% de leurs revenus selon les entreprises (TSMC, Winfoundry, Largan, LandMark Optoelectronics Corporation, TXC Corporation...).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique,

district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Pierre Martin, Antoine Moisson, Hannah Fatton, Zilan Huang, Furui Ren, Florent Geelhand de Merxem, Dominique Gras, Lianyi Xu

**Revu par :** Pierre Martin, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour, Alain Berder

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet